

approvisionnés qu'aux États-Unis et au Canada lorsque leur propre technologie ne suffisait pas ou que la différence de prix était trop grande pour ne pas en tenir compte.

A Washington, il n'y a pas de véritable consensus sur l'importance à accorder aux transformations qui s'opèrent en Europe⁷, sauf qu'on s'inquiète du fait qu'elles s'opposent du moins en partie aux intérêts américains et qu'elles représentent en conséquence une menace pour l'OTAN et pour la solidarité du monde occidental. En dépit du soutien traditionnel des États-Unis, qui remonte à 1962 et au président Kennedy, au concept d'une alliance à "deux piliers" unissant l'Europe à l'Amérique du Nord, les initiatives de défense actuelles en Europe sont vues par d'aucuns comme une tentative de réduire l'influence des États-Unis sur le continent européen et de créer une Communauté tournée vers elle-même, sensible à l'entreprise de séduction menée par l'Est. Cette attitude critique semble avoir trouvé son écho chez les représentants américains auprès de l'OTAN où le secrétaire général adjoint pour le soutien de la défense, l'ex-sénateur Mack Mattingly, s'en est pris vertement au GPEI qu'il a décrit publiquement comme "un club sélect pour Européens seulement, plutôt qu'une force tournée vers l'extérieur qui contribue à une plus grande cohésion au sein de l'Alliance atlantique".⁸

La réaction actuelle aux États-Unis est mêlée de sentiments et d'irritants divers, dont certains ont cours depuis de nombreuses années mais qui ont pris une ampleur inégalée depuis que la suprématie mondiale des États-Unis est ouvertement remise en question. Dans certains milieux, on compare les problèmes économiques des États-Unis aux difficultés d'un titan qui croule sous le poids de responsabilités trop grandes, parce que les alliés d'Europe (le Japon et le Canada en plus) ne les ont pas aidés à alléger leur faix. Sur la colline du Capitole, la nécessité d'un partage plus équitable du fardeau est presque devenue un article de foi; la susceptibilité du Congrès à ce sujet a trouvé son écho dans la pression croissante en faveur d'un partage du fardeau, tant au siège de l'OTAN que dans les capitales. Dans ce contexte, toutes mesures ouvertement protectionnistes prises par l'Europe, comme un tarif sur les produits de défense importés des États-Unis ou une politique d'approvisionnement trop ouvertement axée sur une réduction accrue des importations de défense en provenance des États-Unis, risqueraient de

⁷ Cela s'explique peut-être du fait que l'interrègne entre l'administration Reagan et celle qui l'a suivie n'a commencé essentiellement qu'en octobre 1988 et qu'il se poursuivait toujours cinq mois plus tard, puisque peu de postes politiques de haut niveau dans les ministères intéressés avaient jusque-là été comblés.

⁸ Jane's Defence Weekly, le 4 mars 1989, p. 344.